

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

L'aide à la colonisation

Pour une politique
vigoureuse et rationnelle

Emparons-nous du sol.

Honoré Mercier.

La colonisation est une oeuvre nationale et apostolique. Tous ceux qui sont intéressés à leur religion et à leur patrie doivent s'y intéresser et lui donner leur concours.

S. Em. le cardinal Villeneuve, O. M. I.

Octobre 1944

N° 369

Direction :

1961, RUE RACHEL EST

MONTRÉAL

Administration :

4260, RUE DE BORDEAUX

Prix : 15 sous

Tous droits réservés

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

Directeur: R. P. ARCHAMBAULT, S. J.

(Abonnement: \$1.50 par an)

- 1a. *L'Ecole Sociale Populaire.*
 2. *L'Organisation ouvrière dans la province de Québec* (2^e édition, 1913). Arthur Saint-Pierre
 15. *L'Encyclopédie « Rerum notarum ».*
 S. S. Léon XIII
 18-19. *Contre l'alcool* Dr Joseph Gauvreau
 20-21. *Un catholique social: Frédéric Ozanam.*
 Abbé Gouin, P. S. S.
 30. *L'Utopie socialiste — I* XXX
 33. *Les Ecoles maternelles* . R. P. Daly, C. S. R.
 40. *Les Syndicats socialistes et neutres.*
 R. P. Trudeau, O. P.
 46. *A propos d'immunités* . R. P. Gonthier, O. P.
 51. *Les Avantages de l'agriculture.*
 R. P. Alexandre Dugré, S. J.
 53-54. *Le Règne social du Sacré Cœur.*
 Abbé Gouin, P. S. S.
 55. *Le Complot coopératif* Anatole Vanier
 59. *Le Clergé et les autres sociales.*
 R. P. Archambault, S. J.
 62-63-64. *Vers les terres neuves.*
 R. P. Alexandre Dugré, S. J.
 76. *Nos errements agricoles.*
 R. P. Edgar Colclough, S. J.
 86. *Le Problème social et sa solution.*
 Abbé Edmour Hébert
 87. *Les Semaines sociales* E. S. P.
 88-89. *De l'Internationalisme au Nationalisme.*
 Alfred Charpentier
 91. *L'Action sociale* Antonio Perrault
 92-93. *La Grève et l'enseignement catholique.*
 R. P. Villeneuve, O. M. I.
 94. *Programme d'action sociale* . Ed. Montpetit
 96. *L'Organisation professionnelle.*
 Mgr L.-A. Paquet
 97. *Syndicats patronaux* Abbé Emile Cloutier
 100. *Le Salaire.* Abbé Edmour Hébert
 102. *La Question des chemins de fer* XXX
 103. *Les Caisse Desjardins, œuvre sociale.*
 Wilfrid Guérin
 105. *L'Organisation ouvrière catholique au Canada.*
 E. S. P.
 106. *Réformes scolaires.* E. S. P.
 107. *Le Travail du dimanche dans notre industrie.*
 Mgr Eugène Lapointe
 110. *La Société catholique de Protection.* E. S. P.
 111. *Le Problème des narcotiques au Canada.*
 Olivier Carignan.
 112. *Le Charbon au Canada* Paul Chartier, S. J.
 113-114. *Le Nord qui s'ouvre* . R. P. Al. Dugré, S. J.
 115. *Les Trois Etapes de la question ouvrière.*
 Abbé Edmour Hébert
 116-117. *Dans les chantiers.*
 R. P. J.-A. Desjardins, S. J.
 118. *La Mortalité infantile* Dr Joseph Gauvreau
 120-121. *Le Chômage* Gérard Tremblay
 122. *L'Eucharistie et la question sociale.*
 R. P. Léo Boisment, S. S. S.
 124. *Le Patriotisme.* S. G. Mgr Lafèche
 125. *L'Apprentissage* E. S. P.
 126-127. *Notre problème agricole.* Charles Gagné
 128. *Les Forces hydrauliques.*
 R. P. Pierre Fontanel, S. J.
 129. *L'Art ménager* Abbé Arm. Beauregard
 130. *Le Domaine rural canadien* G. Bouchard
 132. *La Jeune Fille et les autres de charité.*
 R. P. Adélar Dugré, S. J.
 133-134. *Pour et contre le tabac.*
 R. P. Pierre Fontanel, S. J.
 135. *Vers l'émancipation économique.*
 G.-E. Marquis
 136-137. *Le Travail de nuit dans les boulangeries.*
 XXX
 138. *Expansion industrielle dans le Québec.*
 G.-E. Marquis
 139. *Le Logement et la santé.*
 R. P. Pierre Fontanel, S. J.
 142. *L'Education de la Justice.*
 R. P. Louis Lalande, S. J.
 143. *Abolitionnisme ou Réglementation.*
 R. P. J. Salamans, S. J.
 144. *L'Actionnariat syndical.* Max. Turmann
 145-146. *Le Conseil national d'Education.*
 C.-J. Magnan
 147. *Jeunes d'autrefois, Jeunes d'aujourd'hui.*
 R. P. Maurice H.-Beaulieu, S. J.
 148. *Eclaireurs canadiens-français.*
 R. P. Adélar Dugré, S. J.
 149-150. *La Pulpe et le Papier.*
 R. P. Pierre Fontanel, S. J.
 151. *L'Atelier syndical fermé* Alfred Charpentier
 155. *L'Effort économique de notre race.*
 Rodolphe Laplante
 156-157. *La Forêt canadienne.*
 R. P. Pierre Fontanel, S. J.
 158. *Le Caractère de l'adolescent.*
 R. P. Paul-Emile Farley, C. S. V.
 159-160. *Les Allocations familiales.*
 R. P. Léon Lebel, S. J.
 161. *L'Association professionnelle.*
 Abbé Maxime Fortin
 162. *Fédération des Œuvres d'hygiène infantile.*
 XXX
 163. *La Réforme du calendrier* J.-H. Richardson
 164. *Les Petites Industries féminines à la campagne* Georges Bouchard
 165. *L'Union ouvrière.*
 Abbé L.-A. Lafortune et Gérard Tremblay
 166. *Les Anciennes Corporations.*
 R. P. Stanislas, P. S. V.
 167. *Le Communisme international au Canada.*
 E. S. P.
 168. *Parents et Maîtres, leur collaboration*
 Abbé Arthur Maheux
 169. *L'Enseignement agricole d'hiver.* Albert Rioux
 170. *Le Cinéma* Oscar Hamel
 171. *La Crise protestante.* R. P. Ad. Dugré, S. J.
 172-173. *La Formation technique.*
 R. P. Pierre Fontanel, S. J.
 174. *La Gaspésie inférieure.* Péninsulaire
 175. *Chefs ouvriers catholiques* L.-G. Hogue

L'AIDE À LA COLONISATION

Une nouvelle société

par M. Roger DUHAMEL

président de « l'Aide à la Colonisation »

Fidèles à leur mission, poussées par le souci de renseigner l'opinion publique sur les problèmes d'actualité, les Semaines Sociales du Canada organisèrent en avril dernier un *Congrès de colonisation*.

Les travaux présentés couvrirent un vaste terrain; ils mirent en lumière l'urgente nécessité de préparer sans tarder les programmes de colonisation d'après-guerre par l'utilisation de toutes les ressources naturelles capables de se prêter à des établissements individuels.

Il fallait s'y attendre, à peine quelques jours passèrent-ils qu'un groupe de gens, saisis de l'ampleur du problème, jugèrent à propos de hâter la réalisation des vœux adoptés et fondèrent un organisme nouveau appelé: *l'Aide à la Colonisation*.

Cette nouvelle société reçut le concours spontané du haut clergé canadien-français, de politiques distingués, de membres des sociétés déjà liées à l'œuvre et de représentants des organisations religieuses, nationales et économiques. Elle se propose de mettre la colonisation sous les yeux de la population, de se faire l'interprète de l'opinion publique auprès des corps intéressés, en ayant recours à la publicité et à la propagande sous toutes ses formes.

A la veille d'assister au lancement d'un vaste programme de réhabilitation économique et sociale, il nous importe, à nous Canadiens français catholiques, de respecter le plus possible l'alliance sacrée de l'homme à la création. L'histoire est d'ailleurs là pour le dire, seuls les peuples semeurs de vie récoltent la vie et la propagent. Et c'est le rôle de la paysannerie chrétienne, de la famille rurale, de poursuivre l'œuvre de la créa-

tion. Forts de cette conviction, il nous faut nous employer à rétablir un plus juste équilibre entre nos populations urbaine et rurale par le maintien au sol des familles qui y vivent encore et par le retour à la terre de celles qui l'ont un jour quittée et qui sont encore capables d'en tirer leur vie.

Il nous faut d'abord enrayer définitivement l'exode rural, empêcher que n'affluent dans les villes ces jeunes hommes et ces jeunes femmes des campagnes qui ne peuvent trouver à s'établir dans leur paroisse d'origine. Nos expériences de colonisation nous indiquent un moyen d'y arriver: l'établissement en pays neuf de familles avec capitaux, de cultivateurs à l'aise qui vendent leur bien dans leur paroisse natale pour se diriger dans les pays nouveaux en vue de pourvoir à l'établissement de leurs enfants.

Mais ce mouvement de familles complètes ne sera possible qu'à condition d'effectuer sur les lots à concéder en pays nouveaux tous les travaux préparatoires indispensables, voire même la mise en culture d'au moins cinquante acres de terre avant l'arrivée de la famille.

Il faut aussi pourvoir à l'établissement à la campagne des démobilisés de l'armée et des industries de guerre, le conflit terminé. Bien entendu, tous ne seront pas en mesure de tirer leur vie de l'agriculture envisagée comme occupation principale. Cependant, en supposant que l'on veuille, au lendemain de la victoire, mettre à exécution un vaste programme de colonisation, il y aurait possibilité de créer du travail pour un très grand nombre de ces démobilisés et de ces congédiés. Ce qu'il nous faut retenir, c'est que nos programmes d'après-guerre, étant donnée notre conception différente de la vie, ne devront pas se calquer sur ceux des autres provinces, mais s'adapter à nos besoins réels et satisfaire aux exigences normales d'une civilisation chrétienne. Il ne s'agira donc pas seulement de fournir à l'homme l'occasion de gagner trois repas par jour, mais aussi de satisfaire à tous les autres besoins de la personne humaine. Sans quoi tous nos programmes manqueront d'atteindre leur but; ils ne contribueront qu'à nous écarter de la voie de notre destinée.

Pour ne pas être pris à l'improviste et vu les limitations de nos ressources naturelles, nos corps publics devraient dès maintenant s'engager dans l'exécution de tous les travaux prépara-

toires à la colonisation, de quelque type qu'ils soient, voire surtout dans la réintégration au domaine public de toutes les ressources naturelles qui doivent normalement servir à l'établissement du capital humain. Et pour que ce rapprochement au sol de nos populations soit assuré en permanence, il faudra en même temps voir au lancement d'un programme de décentralisation de l'industrie, du commerce et de la finance par la création d'unités économiques correspondant aux ressources naturelles à développer.

De plus, il nous faudrait faire en sorte de pouvoir satisfaire, dans chacune de ces zones économiques, à tous les besoins des unités humaines, quel que soit leur âge ou leur sexe. C'est dire que dans les domaines artistique, culturel, technique et scientifique, il faudrait doter chacune de nos régions de toutes les institutions d'éducation requises afin de garder dans la région ceux qui y auront grandi, en leur assurant au sein même de leur coin de pays de prometteuses perspectives d'avenir.

L'occasion nous est maintenant donnée de nous bâtir une vie à nous en assignant à chacune de nos régions de la province, selon les ressources naturelles qui s'y trouvent, une orientation précise dans toutes les sphères d'activité, seul moyen d'assurer à tous du travail en permanence et de favoriser l'épanouissement des facultés intellectuelles et morales de nos familles canadiennes-françaises.

Pour en arriver à cette réalisation, il nous faudra passer une loi autorisant la fondation d'une Commission permanente, autonome, composée de compétences, en collaboration avec le ministre de la Colonisation, en même temps que voter les sommes d'argent nécessaires à la poursuite d'un programme d'envergure s'étendant sur une période d'au moins dix ans. Cette Commission indépendante devra jouir de la personnalité civile et de tous les pouvoirs nécessaires à la poursuite fructueuse de son programme d'établissement et de décentralisation.

C'est à cette tâche que l'*Aide à la Colonisation* entend se vouer, c'est à cette œuvre primordiale qu'elle se propose d'intéresser notre population par le truchement de tous les individus et de tous les organismes susceptibles de prêter leur efficace concours.

But et moyens d'action ¹

par le R. P. ARCHAMBAULT, S. J.

Il est un fait qui me paraît d'une incontestable évidence: la colonisation ne tient pas dans notre pays, et tout particulièrement dans notre province, la place qui lui revient.

En principe, tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre nationalité et recherchent les moyens de l'assurer sont d'accord. Il faut avant tout arrêter l'exode rural, l'exode vers les villes, et établir sur des terres neuves le trop-plein de nos campagnes. Nous fonderons ainsi rapidement de nouvelles paroisses, de nouveaux comtés, de nouveaux diocèses. Notre représentation à Ottawa s'en trouvera accrue. Notre influence dans l'Église augmentera. De toute façon, les assises matérielles et spirituelles de notre nationalité en seront affermies. La colonisation, voilà donc le grand moyen d'assurer notre survivance.

En pratique, il n'en va plus de même. Ceux qui sont chargés par état de réaliser cette œuvre vitale et qui, seuls, en ont la puissance ne lui accordent pas l'importance qu'elle mérite. Sans doute ils ne la négligent pas complètement, mais elle vient dans leurs soucis, dans leurs projets, dans leurs dépenses surtout, bien après d'autres entreprises, comme la voirie par exemple.

Comparez les budgets annuels des différents ministères à Québec, et vous verrez combien est mince, à côté de la plupart des autres, celui de la colonisation. Ne devrait-il pas se classer parmi les plus élevés? Et ceci s'est répété sous tous les gouvernements, avec des nuances sans doute, quelles que fussent leurs couleurs.

Quant aux gouvernés, mon Dieu! il faut bien aussi le confesser, la plupart laissent faire. On entend bien quelques voix isolées retentir avec une inlassable ténacité depuis des années et des années. Elles sont rares et clament dans le désert. On voit aussi quelques vaillants apôtres ecclésiastiques et laïcs, constamment à l'œuvre, et dont le dévouement a pu obtenir, avec de bien faibles moyens, de beaux résultats. Ce n'est toute-

1. Ces pages sont la substance du travail présenté à la réunion générale de l'Aide à la Colonisation, à Québec, le 25 septembre 1944.

fois qu'une goutte dans l'océan. Il y a enfin des organismes diocésains consacrés uniquement à cette tâche. Nous admirons leur travail, mais que peuvent-ils devant l'immensité de la besogne? Quand ils ont placé durant une année mille colons et dépensé une cinquantaine de mille piastres, leurs forces sont épuisées. Et les ruraux continuent à émigrer par milliers dans les villes.

Conclusion: en fait, la colonisation dans la province de Québec, si on la juge sans parti pris, nous apparaît dans un état vraiment lamentable. Elle devrait prospérer, elle végète; elle devrait passer avant la plupart des autres initiatives, elle arrive presque la dernière; elle devrait être traitée comme une entreprise nationale, on la réduit au rang de petite entreprise régionale ou locale.

De quoi cela dépend-il? Pourquoi cette différence entre la théorie et la pratique, entre les projets et la réalité, entre les promesses et l'exécution? Les causes peuvent être multiples. On en indique plusieurs, pas toutes édifiantes. Je ne suis pas dans le secret des dieux. D'ailleurs, je n'ai pas à juger les gouvernants.

Pourtant, ne pourrais-je risquer une raison qui, si elle n'est pas la seule, me paraît compter parmi les principales: l'inertie de l'opinion publique?

L'œuvre de la colonisation, entreprise comme elle doit l'être, exige un tel effort, de telles sommes, que si elles ne se sentent soutenues, dirigées, poussées par l'opinion, les autorités n'osent agir.

Or, l'opinion, sauf quelques sursauts insignifiants provoqués par un discours ou un article un peu vif, est somnolente. Si, pour contrebalancer les influences qui paralysent les activités et l'argent du gouvernement, ou les drainent ailleurs, il y avait un soulèvement profond, général, ordonné, du peuple de la province en faveur d'une politique de colonisation intense et méthodique, nos élus ne pourraient résister à cette levée en masse de l'électorat.

Réveiller l'opinion, créer ce mouvement qui soulèvera la province d'un bout à l'autre de notre territoire, le canaliser et l'orienter vers un but bien précis: telle est, à mon sens, la grande tâche qui s'impose à l'heure actuelle. En démocratie, il faut aider les gouvernants à accomplir leur devoir, il faut les y pousser, il faut même, si c'est nécessaire, les forcer.

C'est pour accomplir cette tâche primordiale que l'*Aide à la Colonisation* a été fondée. Elle n'a pas, dans l'esprit de ses fondateurs, d'autre objet. Agir sur la masse, y déterminer un courant irrésistible en faveur d'une colonisation rationnelle et intensive, soutenir et organiser ce courant: voilà son unique but. Elle ne vient donc pas faire concurrence à quelque autre œuvre déjà existante, comme, par exemple, nos méritantes sociétés de colonisation. Elle reconnaît au contraire leur utilité et entend les aider, faciliter leur besogne, travailler de concert avec elles.

De quelle façon cette société pourra-t-elle atteindre ce but important? Comment ses membres pourront-ils accomplir leur louable dessein? Voici quelques moyens ou conditions de succès qui me paraissent essentiels. Je les suggère humblement.

1° Avoir ce qu'on appelle la mystique de l'œuvre, c'est-à-dire être convaincu de son importance, de la valeur du programme proposé, et être prêt à tous les efforts, à tous les sacrifices, pour qu'elle réussisse.

Cette conviction, génératrice de succès, doit prendre racine dans un fond solide: ce sera à la fois la compréhension du rôle unique de la colonisation dans l'œuvre de notre survivance et la connaissance précise du plan général adopté à notre récent congrès.

Le rôle vital de la colonisation, chaque membre de l'*Aide à la Colonisation* le comprend, je crois, et l'apprécie à sa juste valeur. C'est cette compréhension qui l'a amené à faire partie de la nouvelle société.

Reste à mieux connaître, à s'assimiler chacun des points du programme adopté. Tous n'ont pas la même importance, tous cependant comptent. Ils forment un tout. Nous devrions être capables de les expliquer, d'exposer leur nature, leur bien-fondé. Au près des hommes sérieux que nous voulons gagner à notre cause, rien ne vaut un plan rationnel, pratique, efficace. Nous le possédons, semble-t-il. Encore faut-il que nous sachions le faire valoir.

Les commentaires que M. André Roy a consacrés dans l'*Action catholique* à chacun des vœux du congrès et qu'on trouvera un peu plus loin nous seront d'un précieux secours. Il faudra aussi lire et méditer les travaux du congrès parus en volume.

2° Accomplir un travail méthodique et coordonné.

Ce n'est pas pour faire de la colonisation, à proprement parler, que notre association a été fondée, c'est pour en faire faire. La colonisation, telle qu'elle se présente actuellement dans notre province, c'est la tâche avant tout du gouvernement. Il lui incombe de choisir les terres, d'y faire les travaux préparatoires, de soutenir les premiers établissements.

Ce n'est pas non plus pour recruter des colons: cette tâche relève en particulier des sociétés de colonisation et d'autres organismes similaires. Comme nous l'avons dit, la tâche de notre société, c'est d'agir sur l'opinion, de l'amener à vouloir d'une volonté efficace que notre province entreprenne une politique de colonisation rationnelle et intensive, de canaliser ensuite en quelque sorte cette opinion afin de la représenter, d'agir en son nom, auprès des autorités, d'en obtenir telle initiative bien précise.

Chaque membre de l'*Aide à la Colonisation* devrait donc être dans son diocèse un noyau de propagande, un centre de diffusion, un foyer d'où rayonnent constamment, suivant les directives du comité exécutif, les idées que nous préconisons. Ils devraient pouvoir, en quelque sorte, allumer sur leur territoire la flamme vive de la colonisation, voir à ce qu'elle embrase peu à peu tous les groupes, veiller à ce qu'elle ne s'éteigne jamais, mais au contraire grandisse constamment.

La méthode à suivre peut varier suivant les endroits, mais un peu partout, je crois bien, il faudrait former une équipe qui soit sans cesse sur la brèche: conférences, causeries à la radio, articles dans les journaux, diffusion de tracts, congrès régionaux, etc., etc.

Ce travail, je l'ai dit plus haut, devrait s'exécuter suivant les directives du comité exécutif. Tout en laissant, en effet, à chaque unité diocésaine, une certaine autonomie, celui-ci verra à préciser sa besogne, à faire porter la campagne à tel moment donné sur un point déterminé. C'est le seul moyen de donner à notre effort une unité, un ensemble qui le rendent puissant. Des communications périodiques serviront de lien entre le comité et les membres.

3° Coopérer avec les groupements déjà existants.

La tâche que je viens d'esquisser n'est-elle pas trop lourde pour plusieurs déjà pris par des besognes absorbantes? Oui, si

nous voulons l'accomplir seuls; non, si nous consentons à nous faire aider.

Il existe dans chaque diocèse des groupements bien constitués qui s'intéresseront volontiers à une telle œuvre, quand ils la connaîtront: sociétés Saint-Jean-Baptiste, cercles de l'U.C.C., ligues du Sacré-Cœur, cercles de Voyageurs de commerce, Chevaliers de Colomb, et même groupes d'Action catholique. Voilà des organismes tout trouvés pour nous seconder. Établissons un plan bien précis, exposons-leur nettement ce que nous attendons d'eux et la plupart, j'en suis assuré, seront heureux de nous apporter leur concours.

Je n'ai pas nommé parmi les groupements coopérateurs les sociétés de colonisation. Non que je veuille les laisser de côté: tout au contraire, j'ai cru devoir, à cause de leur importance, leur réserver une mention spéciale.

Tels que je conçois les rôles respectifs et de ces sociétés et de notre nouvelle association, il ne peut y avoir conflit de juridiction entre les deux. « Le but de la société de colonisation, disait S. Ém. le cardinal Villeneuve, dans sa lettre circulaire du 29 mars 1934, est d'aider les nôtres à s'établir sur des terres nouvelles »; le rôle de l'*Aide à la Colonisation* est d'agir sur l'opinion, et auprès des autorités. La différence est bien marquée. Notre fondation, loin de doubler les sociétés de colonisation ou de leur nuire, ne peut, si elle s'en tient à son rôle, que leur aider. Elle orientera vers elles, par exemple, tous ceux qui voudraient aider matériellement les colons.

Voilà, mesdames et messieurs, succinctement exposées, telles qu'elles m'apparaissent, la tâche de l'*Aide à la Colonisation* et celle de ses membres.

L'expérience nous amènera sans doute à préciser, peut-être même à modifier, certains points. Les grandes lignes sont suffisamment déterminées pour que chacun puisse se mettre aussitôt à l'œuvre et accomplir une besogne vraiment utile.



LISEZ ET PROPAGEZ

LA TERRE QUI NAÎT

le vibrant plaidoyer

du R. P. Alexandre DUGRÉ, S. J.

Philosophie rurale chrétienne ¹

par M. C.-E. COUTURE

Il s'est produit dans la province de Québec, dans ces dernières années, un réveil rural des plus prometteurs: renaissance des arts et métiers domestiques indispensables à l'agriculture familiale, expansion quasi prestigieuse des Caisses populaires et de tous les organismes coopératifs, naissance de nos écoles moyennes d'agriculture pour garçons et de nos écoles ménagères pour jeunes filles, cercles de jeunes naturalistes, clubs des 4-H, cercles de J. A. C., enfin, rénovation de l'architecture canadienne, diffusion accélérée de nos chants canadiens, de nos livres canadiens, etc. Si tous ces mouvements n'ont pas manqué d'accomplir chez nous un réveil prononcé surtout parmi notre jeunesse, ils n'ont quand même pas été capables d'arrêter, voire même de ralentir, l'exode rural. Au contraire, depuis quelques années surtout, ce mouvement s'est accéléré; il assume aujourd'hui un rythme inquiétant. La cause, il ne faut point la chercher dans les seules conditions économiques. A mon sens, elle se lie intimement à un état d'âme. Et c'est à ce malaise moral qu'il faut apporter remède si nous voulons demain garder à la terre nos fils et nos filles. Ce ne sont pas, en règle générale, nos familles complètes qui quittent la campagne; ce sont les jeunes garçons et filles qui chacun leur tour s'en viennent tenter en ville un meilleur sort. Si la jeunesse n'aime pas la campagne, c'est qu'elle est atteinte de la nostalgie des villes, c'est qu'elle ne comprend plus son rôle dans la création. Si on le lui a enseigné quelque part, elle ne s'en souvient plus ou elle ne veut plus y croire. L'amour du plaisir domine chez elle l'amour du devoir. Elle cède au courant païen qui brûlera sa vitalité.

Il est chez nous des gens qui croient sincèrement que le jour où l'on aura réussi à faire de l'agriculture une entreprise plus payante, solidement assise sur des bases commerciales et industrielles, l'on réussira à garder nos jeunes à la terre parce qu'on leur permettra d'y voir d'attrayantes perspectives des points de vue du gain matériel et du niveau de vie. Je crois que c'est là un pitoyable leurre.

1. Ces lignes sont extraites d'un rapport présenté à la réunion générale de l'*Aide à la Colonisation*.

Cette brève étude devrait suffire à nous convaincre de l'urgente nécessité de liguer toutes nos forces spirituelles à la fin d'opposer à la foudre paganisante une efficace résistance. Et s'il ne nous est pas possible de nous affranchir totalement de la civilisation dans laquelle nous devons vivre, notre devoir nous commande de mettre en œuvre toutes nos énergies pour sauvegarder notre civilisation.

Notre première tâche, le conflit terminé, sera de garder à la campagne les fils et les filles de cultivateurs qui y sont nés, y ont grandi et y vivent encore. Ensuite, de retourner au sol ceux qui peuvent encore comprendre l'agriculture. Il n'est donc pas trop tôt pour nous y préparer. Le temps venu, il nous faudra utiliser avec sagesse et sobriété toutes les ressources naturelles que la Providence a mises à notre portée. Ceci est clair. Il est évident aussi que c'est là le seul moyen de maintenir suffisamment élevé le taux de l'accroissement naturel de notre population. Cependant, marchant de pair avec l'exécution de projets de maintien au sol et de retour à la terre, il nous faudra poursuivre une campagne d'éducation sur les vérités essentielles qui conditionnent notre existence et notre vie. La tâche primordiale se dessine de plus en plus clairement; elle consistera pour nous tous à enseigner les principes fondamentaux de la philosophie rurale chrétienne, sans laquelle tous nos mouvements céderont tôt ou tard par la base, parce qu'ils ne reposeront pas sur une doctrine solide.

De plus, pour obtenir tous les résultats bienfaisants que nous serions en droit d'en attendre, un mouvement de colonisation devrait s'accompagner d'un mouvement de décentralisation de toutes les activités qui concourent à la vie des populations, dont le commerce, l'industrie, la finance, les organisations sociales, culturelles, artistiques, les institutions d'enseignement de toutes sortes. Mais encore faudra-t-il asseoir ces activités sur des fondements en accord avec l'esprit chrétien, en venir à concevoir du neuf dans l'adaptation des activités humaines à une société chrétienne, à nous faire une idée propre du rôle de l'industrie, de la finance et de toutes les autres entreprises. Toutes ces organisations ne seront réellement efficaces à la longue que dans la mesure où elles contribueront directement à la préservation de la vie, dans la mesure où elles respecteront et la personne humaine et les biens terrestres. Si elles doivent procéder d'une idée de gain, elles opéreront au détriment soit de la col-

lectivité, soit des biens terrestres. Et, par la suite, elles ne pourront faire autrement que de conduire au désordre.

Québec, j'en ai l'intuition, est appelé à jouer un rôle de grande taille dans l'avènement d'un ordre nouveau sur notre continent. Ce rôle, il trouvera le moyen de le jouer par la colonisation. Et par colonisation il faudrait entendre le renouvellement continu de l'alliance sacrée des chrétiens et de la terre. Ainsi conçue, la colonisation deviendrait sans contredit l'œuvre religieuse, nationale et économique qui dominerait toutes les autres et à laquelle tous les gens de bonne volonté et de saine clairvoyance ne devraient plus refuser le concours de leurs plus fraîches énergies.

Avant de pouvoir faire rayonner à l'extérieur sa conception chrétienne de la vie, il faudrait que le Québec lui-même pût mettre sur pied un organisme agricole central doté de tous les services que peuvent requérir les familles de cultivateurs, à tous les stades de leur vie et s'étendant à toutes leurs activités: services éducationnels, culturels, artistiques et économiques, y compris, bien entendu, celui des loisirs, de l'amusement. En somme, il faudrait constituer un corps agricole dont les membres fussent solidaires du point de vue chrétien. La plupart des organismes requis existent déjà; il ne resterait qu'à les ramener sous un même toit, à les associer dans un mouvement d'ensemble afin de leur insuffler une poussée conquérante.

Notre classe agricole, par le moyen de son association, devrait en venir à préciser son orientation, et partant, à y apporter toutes les modifications qui de logique s'y imposent. Qu'il y ait pour en arriver là de nombreuses difficultés à surmonter, j'en conviens le premier. La constitution de cet organisme central en vue d'opposer une résistance efficace aux idées matérialistes qui menacent notre vie, m'apparaît d'une urgente nécessité.

La province de Québec, une fois solidement établi son organisme central agricole, devrait prendre l'initiative de la création d'une union de pensée chrétienne entre les groupements catholiques du pays, voire même des groupements catholiques de nos deux Amériques. Et puisque la famille mérite toujours la première considération, il lui appartiendrait d'abord de tendre la main aux groupements minoritaires français des autres provinces, de leur offrir en partage sa philosophie rurale chrétienne.

Vœux du Congrès de la Colonisation

I. — PERMANENCE DE L'ŒUVRE COLONISATRICE

Attendu que dans le passé les mouvements de colonisation ont été spasmodiques;

Attendu que ce genre de colonisation est très dispendieux et inefficace, et qu'il rend la colonisation odieuse aux gens non avertis;

Attendu qu'il est important que l'œuvre colonisatrice soit organisée sur des bases permanentes, connues à l'avance;

Les membres des diverses sociétés intéressées à la colonisation et à l'agriculture réunis en Congrès de colonisation à Montréal, les 10 et 11 avril 1944, sous les auspices des Semaines Sociales du Canada, demandent aux autorités gouvernementales:

1° De passer une loi assurant la dépense d'une somme suffisante pour la réalisation d'un programme de colonisation s'étendant sur une période d'au moins dix ans;

2° De nommer, sous l'autorité du ministre de la Colonisation et travaillant en collaboration avec son ministère, une commission autonome d'établissement rural avec tous les pouvoirs nécessaires à la poursuite efficace de l'œuvre colonisatrice, et spécialement à la création de modes d'établissements variant avec le genre de ressources naturelles à utiliser.

II. — INVENTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES

Attendu que nous avons par milliers des familles rurales, des fils de cultivateurs, des anciens ruraux rendus à la ville, des orphelins des villes et des campagnes à établir;

Attendu que pour le plus grand nombre ces établissements sont pressants;

Attendu que pour établir intelligemment des familles et en même temps développer l'avoir économique de la collectivité, il est nécessaire de savoir exactement ce que l'on possède en ressources naturelles: terres arables, forêts, pêcheries, sous-sol minéralisé, régions susceptibles de développement touristique;

Les congressistes demandent aux autorités gouvernementales:

De compléter sans tarder l'inventaire détaillé des ressources naturelles de notre province afin d'arriver à déterminer les modes d'utilisation possibles de ces ressources, soit isolément, soit conjointement, en vue d'établissements futurs.

III. — ÉCHANGES

Attendu que les établissements en pays neufs requièrent des espaces considérables;

Attendu que dans la province de Québec, la proportion des terres arables est restreinte;

Attendu que pour le mode de colonisation mi-agricole, mi-forestière, il faut de vastes espaces forestiers;

Attendu que dans une proportion importante ces terres et ces forêts sont devenues la propriété d'intérêts privés ou ont été affectées par les droits de coupe;

Les congressistes demandent aux autorités gouvernementales:

De faire rentrer dans le domaine de la couronne, au moyen d'échanges, d'achats de gré à gré, d'expropriations, celles de ces terres et de ces forêts qui peuvent servir à des établissements individuels ou collectifs, et de ne pas affermer au détriment de la colonisation les territoires qui forment actuellement partie du domaine de la couronne.

IV. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Attendu que pour fonder intelligemment et convenablement toute une série de paroisses en pays neufs, il faut des travaux préparatoires adéquats;

Attendu que le drainage des terres et leur défrichement doivent être faits avant l'occupation;

Attendu que la reconnaissance, le lotissement, l'arpentage doivent précéder ces travaux;

Attendu que la construction des chemins de front et des routes doit être faite avant l'arrivée des colons;

Attendu que la préparation d'une cinquantaine d'acres de terre propres à la culture est essentielle à l'établissement de milliers de familles de choix, avec cheptel, instruments aratoires et capitaux pouvant servir à l'établissement des enfants;

Attendu que chaque famille, une fois établie, doit être guidée et soutenue dans ses travaux;

Les congressistes demandent aux autorités gouvernementales:

1° De commencer immédiatement, dans nos régions de colonisation, de tels travaux préparatoires;

2° De fournir des plans d'exploitation rationnelle adaptée à chaque établissement.

V. — CONSERVATION DES SOLS

Attendu que le sol arable est la pierre fondamentale de notre agriculture;

Attendu que la fertilité des sols de la province s'épuise à un rythme rapide et que le rendement des récoltes s'avère beaucoup trop bas même pour couvrir le coût des productions;

Attendu que le faible revenu du cultivateur est une des causes directes du dépeuplement des campagnes;

Les congressistes demandent aux autorités gouvernementales:

1° D'instituer une enquête afin d'établir les causes de la perte de fertilité des sols en culture du Québec;

2° D'élaborer un programme de conservation et de restauration de ces sols.

VI. — FORMATION DE CHEFS

Attendu que la population rurale du Québec est l'assise la plus solide de notre société;

Attendu que l'Etat a tout intérêt à la protéger et à assurer son expansion naturelle;

Attendu que la classe agricole est gravement menacée par la désertion des campagnes; que souvent les systèmes de culture ne tiennent pas suffisamment compte des besoins réels de la famille et des marchés locaux;

Attendu que le retard dans le développement de la colonisation et que l'émigration de milliers de familles trouvent souvent leur cause dans l'insuffisance des services religieux, sociaux, économiques, mis à la portée des colons;

Les congressistes demandent aux autorités:

De s'employer de plus en plus à la préparation de chefs capables d'orienter toutes les activités de la paroisse rurale et de mieux satisfaire à ses besoins religieux, intellectuels, culturels, sociaux et économiques.

VII. — LA COLONISATION INTÉRESSE TOUT LE MONDE

Attendu que la colonisation apparaît plus que jamais, à la lumière des travaux présentés durant ce Congrès, comme une question vitale, à laquelle est liée la survivance même de notre nationalité;

Les congressistes demandent:

Que tous ceux qui jouissent de quelque influence s'unissent dans un effort commun pour assurer à cette œuvre importante le développement qu'elle requiert.

Commentaires¹

par André ROY

I. — Tous, l'épaule à la roue

Nous publions dans une autre colonne le texte des sept vœux adoptés à l'issue du congrès de colonisation tenu lundi et mardi, à Montréal, sous les auspices de la Commission des Semaines Sociales du Canada. En quelque sorte le résumé des travaux présentés à cette occasion, ils sont autant de mots d'ordre, d'idées-force qu'il importe maintenant de faire passer dans la pratique.

Inutile de songer à analyser aujourd'hui les travaux de ce congrès. Il suffira d'insister sur un point particulier.

PROBLÈME DE PREMIÈRE IMPORTANCE

Ça peut paraître drôle, mais nous commençons par la fin, c'est-à-dire par le dernier vœu. Dans l'ordre de l'exécution, il vient en tête. Puisque la colonisation doit intéresser tout le monde, il faut y intéresser tout le monde et démontrer à tous que la colonisation ne doit pas les laisser indifférents,

1. Ces articles ont paru dans *l'Action catholique*.

D'abord, précisons que la colonisation est un terme très vaste, très compréhensif. Il ne s'agit pas ici uniquement de défrichement et de mise en culture des terres neuves, mais surtout d'établissement de notre jeunesse, afin qu'elle ne devienne pas demain la victime du fléau du chômage, afin qu'elle n'ait pas à se contenter des miettes, des restes qui tombent de la table des étrangers à qui nous avons sacrifié trop de notre patrimoine national.

Colonisation égale donc établissement des générations montantes. Certes, les premiers, les défricheurs viendront former les cadres, poser les bornes des paroisses nouvelles. Ils ont droit à toute notre aide, à tout notre appui, à toute notre sollicitude. Dans le passé, il s'est accompli de grandes choses. En quinze ans, 189 paroisses agricoles nouvelles ont été fondées. Mais ce n'était pas assez. Beaucoup trop de nos jeunes demeuraient les bras ballants à attendre dans les avenues congestionnées du commerce et de l'industrie, à la porte des grands magasins et des usines, des positions qui ne se présentaient jamais. Que de pertes d'un temps précieux, que de vies brisées, retardées, bouleversées, que de foyers détruits avant d'être fondés!

Il faut aller plus vite. L'espace et la matière première existent. Organisons la société de façon que tous puissent participer aux richesses naturelles, prendre leur part, faire pousser le sol arable, exploiter la forêt, transformer les produits primaires, donner à tous la chance de se forger un avenir.

Personne n'a d'intérêt à voir bon an mal an quelques milliers de jeunes gens rester sur le pavé, piétiner, se désespérer dans une vaine attente. Il faut donner un coup de cœur pour placer ces hommes en âge et en état de fonder un foyer, de gagner leur vie.

C'est lui le problème, dans toute son ampleur et dans toute sa crudité. Il existait avant la guerre; il prendra des proportions encore plus grandes au lendemain de cette saignée universelle.

ŒUVRE SOCIALE ET NATIONALE

Dans le domaine social, si nous n'entreprenons rien d'envergure, rien qui sorte de l'ordinaire, rien de vaste, si nous restons fidèles à la routine, nous nous trouverons à la merci d'une crise de chômage. Et on sait combien le chômage a coûté cher au pays, à la province, aux municipalités; combien de capital fut perdu en quelque sorte pour la province, pour la société, en secours directs, combien d'argent fut dépensé en travaux publics plus ou moins utiles parfois, qu'il eût bien mieux valu employer au défrichement. On parle bien d'embauchage intégral, de travail pour tous. Ce sont là de beaux rêves, de grandes illusions sur lesquelles il ne faut pas trop compter, car nous ne savons rien de l'avenir. La guerre n'est pas finie. Bien fin serait celui qui prédirait que sera la paix future. Au train où vont les événements, il est difficile de tabler sur des ententes internationales qui permettraient d'arriver à cette réalisation. De plus, qui nous dit que le même problème ne se posera pas sous une grande variété de formes.

La terre, elle, le sol, lui, est solide; il ne vacillera pas sous nos pas. C'est un fond sûr, qui ne ment pas, qui ne se dérobe pas. Cultivé, exploité, il donne son plein rendement.

Au point de vue national, c'est-à-dire canadien-français, c'est de la terre qu'il faut attendre le salut. Le P. Archambault l'a rappelé lundi dans trois phrases lapidaires à monter en épingle, à répéter souvent, à mettre en exergue partout: « La colonisation est une question vitale pour le Canada français. Notre développement rationnel dans ce vaste pays s'y trouve attaché. Notre survivance elle-même réclame une politique de colonisation intelligente et vigoureuse. »

On ne craint pas actuellement de gaspiller chaque semaine sept ou huit mille dollars pour amuser nos aviateurs en faisant visiter les centres d'instruction par un orchestre dont la radio nous transmet la musique qui nous corne les oreilles: deux bonnes demi-heures par semaine de jazz pitoyable, à faire enrager les plus patients, les plus placides, les moins impulsifs. Pour recevoir cette troupe et préparer les salles de danse, on occupe trois ou quatre hommes des jours durant à cirer et à recirer les planchers de certains grands *halls*. Et pendant ce temps, il reste sur les frontières de l'Abitibi ou du Témiscamingue, dans la Beauce et dans la vallée de la Mata-pédia, des colons, des défricheurs, des bâtisseurs de pays qui mangent de la misère à se saouler, qui sont mal logés, mal nourris, obligés de voyager dans des chemins impraticables, dans la boue à moitié jambes, à travers les « fardoques » et par-dessus les cahots. Allons donc! Mettons un peu de sérieux dans notre vie collective. Voyons plus loin que le bout de notre nez.

Ça suffit. Dans la désorganisation présente, dans la course aux folies, sur la route de l'abîme, arrêtons-nous. Regardons l'avenir. Ressaisissons-nous. Voyons où se trouve notre salut. Il n'y a pas un instant, une seule minute à perdre, si nous voulons être prêts à partir, si nous ne tenons pas à être débordés, enterrés, ensevelis, écrasés, calés dans le trou à jamais, incapables de nous sortir de l'enlissement.

Et donc, tous l'épaule à la roue. Faisons nôtre le vœu des congressistes. Mettons toute notre influence, toute notre puissance d'action à demander, à exiger, à préparer l'effort commun, constant, qui assurera à cette œuvre « le développement qu'elle requiert ».

II. — Il faut des chefs

Il est entendu que nous devons revenir sur le sujet. On le dit important, primordial. Cela ressort d'un ensemble de données d'ordre social, national et économique qui nous imposent la colonisation comme un des éléments fondamentaux dans la solution de notre problème d'après-guerre.

Et voici l'équation simplifiée: nous disposons d'une étendue limitée, une certaine étendue tout de même, de terre arable qui n'est pas défrichée; et, quand le monde retrouvera son équilibre, nous aurons un surplus de population assez considérable que l'industrie pourra difficilement absorber. Cet excédent, il servira à

agrandir la patrie, à ouvrir de nouvelles paroisses et de nouveaux comtés, à tailler abondamment à même l'espace vital.

LA NÉCESSITÉ DES CHEFS

Mais voilà qui ne se fera pas tout seul. Les grandes œuvres exigent toujours une préparation soignée. Il faut tout mettre à point, ramasser tout ce qui peut servir. Les chefs militaires alliés n'agissent pas autrement de ce temps-ci en organisant l'invasion de l'Europe. Pourquoi n'en irait-il pas de même de notre prochaine politique de colonisation ?

Et d'abord il faut des chefs, des hommes à la poigne solide, à l'esprit audacieux, au courage inébranlable qui la mèneront à bien. Rien de grand ne s'accomplit sans dynamisme, sans une poussée d'action de longtemps accumulée d'avance, enrichie de toute la confiance du savoir, de l'énergie de l'idéal, du poids de la volonté, tout cela puisé dans le désir d'assurer à notre peuple un avenir sûr et de l'enraciner dans le sol national, de s'emparer du patrimoine avant que d'autres ne viennent le lui ravir.

D'ailleurs, en toute entreprise, le succès est là. Notre politique de colonisation n'échappera pas à cette loi de la nature.

Alors, que faire, sinon préparer, bâtir, fortifier, orienter, diriger, redresser même dans ses goûts une jeunesse désireuse d'utiliser pleinement les ressources de son intelligence et de ses muscles ?

Il faudra des chefs d'équipe, des contremaîtres pour ce vaste chantier. Des raisons impérieuses demandent qu'on les forme tout de suite. A la prochaine génération, il sera trop tard.

Ces raisons, elles sont vieilles comme le monde lui-même. A un moment donné de leur vie, tous les peuples s'en réclament. On les entend énoncer par les historiens et les sociologues, les économistes et les hommes politiques. La terre, disent-ils, est l'assise la plus solide d'une société, même si les familles n'en tirent pas toute leur subsistance. Et Jean-Jacques Rousseau répète la même idée à rebours quand il écrit : « Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations, les races périssent ou dégèrent. Il faut les renouveler et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement... »

Voilà une constatation que l'histoire n'a jamais démentie.

Mais, nous gardons toujours notre vocation paysanne ?

Malheureusement non. Les statistiques nous apprennent qu'en 1931, dans notre province, vingt-sept pour cent à peine de la population vivaient à la campagne et que soixante-treize pour cent de ce nombre s'occupaient aux travaux agricoles. Au cours de la dernière décennie, cette proportion a encore diminué, surtout depuis la guerre. Que de désertions du sol alors ! Que de familles rurales sont venues à la ville grossir les rangs du prolétariat, se jeter dans l'abîme où « les races périssent et dégèrent ».

LE RÔLE DES CHEFS

Cet exode tient à bien des causes, entre autres à la différence du niveau de vie entre la ville et la campagne, au goût des plaisirs, à la crainte des charges et des responsabilités, mais surtout à l'in-

différence vis-à-vis de la famille rurale. Dans le passé, on n'en a pas voulu tenir compte. Les familles nombreuses devaient forcément émigrer. Il n'y avait plus de place pour tous les fils sur le vieux bien ancestral. Le jeune homme, quand il atteint la vingtaine, est poussé par une force instinctive qui l'oblige à faire sa trouée dans la vie. La route était large qui menait à la ville; celle qui conduisait à la terre nouvelle étroite, sinueuse, à peine ébauchée, et l'avenir paraissait lourd d'inquiétude.

Qui peut lui reprocher d'avoir choisi la voie la plus facile, celle qui menait droit au but? Tout le monde l'aurait imité.

En économique, cette action centralisatrice au possible qui tendait à tout développer dans une ou deux villes gigantesques, comme Montréal et Québec, Montréal surtout, véritable tête de géant sur un corps de nain, a rendu tout à fait impossible l'organisation de marchés locaux, donnant quelque chance aux cultivateurs de la région, tandis que les autres installés à plusieurs centaines de milles de l'agglomération devaient nécessairement s'en tenir à la grande culture et ne pouvaient diversifier leur production. Le revenu de la famille rurale ne correspondait nullement à ses besoins, ce qui a amené une grande désaffection pour la terre, surtout pendant la période de 1920-1930.

Ces deux faits, retard dans le développement de la colonisation et désaffection de la vie rurale, resteront les deux principaux motifs de la prolétarianisation de notre peuple. Il faut obvier à cela.

Orienter les besoins de la paroisse rurale, jeune ou vieille, satisfaire à ses besoins de toute nature, tel sera le rôle des chefs réclamés par le récent congrès de colonisation, afin d'en arriver à un meilleur équilibre entre la ville et la campagne, entre l'agriculture et l'industrie, et surtout afin d'aérer un peu notre population. Vivre à la campagne ne signifie nullement être cultivateur. Il y a bien d'autres occupations. On peut être pêcheur, sylviculteur, industriel même. La coopération est l'instrument tout indiqué pour opérer cette décentralisation. Nous ne voulons citer que l'exemple de nos lineries coopératives qui, tout en assurant à nos cultivateurs des revenus additionnels, permettent à plusieurs fils du sol de s'établir dans leur paroisse natale et d'y fonder un foyer. Leur situation sera plus stable que celle de l'ouvrier des grandes villes.

Il y a là amplement de besogne à abattre pour les chefs dont on demande la formation. Ceux qui veulent travailler là ou qui auront l'ambition de devenir des bâtisseurs de pays neufs, quand le peuple canadien-français se mettra à la grande tâche de préparer des paroisses nouvelles pour y installer ensuite ses fils, auront bien servi la patrie.

III. — Enrayer la détérioration de nos sols en culture

Il faut pousser la colonisation. Soit. Mais s'engager dans cette politique sans connaître de quoi il retourne, sans savoir si les jeunes gens ou les pères de famille qui s'établiront sur les terres neuves

pourront y arracher leur vie, c'est courir les yeux fermés vers une impasse.

N'importe-t-il pas de se demander si notre sol est assez fertile pour faire de l'agriculture une profession bien rémunératrice, capable d'assurer à ceux qui s'y adonnent un minimum de bien-être au moins égal à celui qu'on réclame pour les travailleurs industriels ?

Les congressistes de Montréal y songeaient quand ils priaient le gouvernement « d'instituer une enquête afin d'établir les causes de la perte de fertilité des sols en culture dans la province de Québec », et « d'élaborer un programme de conservation et de restauration des sols ».

La fertilité du sol s'épuise à un rythme rapide; le rendement général des récoltes diminue; la production est inférieure à la moyenne; c'est une constatation presque universelle. De plus, les terres arables de l'Ouest et de l'Ontario sont plus productives que les nôtres, ce qui peut placer nos cultivateurs dans une position inférieure, pour peu, par exemple, que les producteurs de l'Ouest reviennent à la culture mixte.

NOS SOLS S'APPAUVRISSENT

Nos terres s'appauvrissent. Dans un article que nous publions hier en page agricole, le docteur E.-S. Archibald, directeur des fermes expérimentales fédérales, déclarait qu'« en dehors des sols bruns de l'Ouest du Canada et d'une très faible proportion de bonnes terres dans l'Est et dans l'Ouest, on pourrait affirmer que les sols canadiens se détériorent ». La même observation revient dans les articles des spécialistes qui ont collaboré à la préparation du deuxième volume de la collection « Notre Milieu ». M. Charles-A. Fontaine y notait ce qui suit: « Dans notre province, nous avons une proportion assez considérable de sols fertiles, c'est-à-dire bien pourvus d'éléments fertilisants, assez riches en humus et pas trop acides. » Et il ajoutait: « Ils ne sont pas tous productifs, loin de là! »

Tous ces hommes attirent là l'attention sur une question vitale pour notre agriculture. Il faut enrayer cette destruction de notre sol arable, prendre les moyens de circonscrire cet appauvrissement, causé surtout par les agents érosifs, une exploitation routinière peut-être et le manque de vulgarisation des connaissances agro-géologiques et pédologiques. Il est très regrettable, par exemple, que l'inventaire de nos sols ne soit pas terminé et que les agronomes de district ne possèdent pas tous les renseignements à ce sujet, c'est-à-dire une carte indiquant la nature, la texture et les tendances du sol dans leur milieu.

S'il est difficile d'obtenir un sol parfait, il est toujours possible, à condition d'en avoir le temps et les moyens, d'améliorer une terre moins productive et de l'empêcher de se désagréger.

ÉGOUTTEMENT, AMEUBLISSEMENT ET FERTILISATION

Il est des correctifs à l'improductivité que l'on peut mettre en pratique sur-le-champ. Les deux plus grandes causes de la diminution de la fertilité résident dans le mauvais égouttement et l'insuffisant ameublissement de la terre.

L'égouttement est d'abord l'affaire du cultivateur; il y va de de son intérêt. Mais il peut arriver qu'il souffre de la négligence de son voisin ou même, comme cela s'est déjà vu parfois, du ministère de la Voirie. Cette tâche incombe aussi au ministère de l'Agriculture, qui, s'il ne lui appartient pas de faire les fossés et les rigoles, doit légiférer sur les cours d'eau, rendre plus effectives les lois qui obligent à nettoyer les ruisseaux et les décharges verbalisés, mettre la main à la pâte quand il faut creuser une rivière d'un débit assez considérable ou fournir aux cultivateurs la machinerie nécessaire à l'exécution de ce travail. Ceci s'accomplit depuis quelques années. Mais il faut intensifier cette politique. Un bon réseau de drainage est aussi essentiel qu'un excellent système de voirie. « Des millions d'acres de bonne terre produiraient deux fois, trois fois plus si les eaux superflues du printemps s'infiltraient plus profondément et s'écoulaient plus vite », écrivait M. Fontaine dans l'étude que nous citons tantôt.

Et l'ameublissement. Ici, on se rappelle tout de suite la fable de La Fontaine, *le Laboureur et ses Enfants*:

Travaillez, prenez de la peine:
C'est le fonds qui manque le moins.

Il est certain qu'un sol bien ameubli, bien granuleux, travaillé profondément, est le milieu idéal pour toute semence, qu'il conditionne le rendement. Voyez un jardin passionnément travaillé, béché, hersé, sarclé: il rapporte davantage. Il en est ainsi des champs livrés à la grande culture. Quand on a réussi à en arracher le chiendent, la moutarde, la marguerite, ils donnent de meilleures récoltes. Certes, dans l'ordre de l'importance et de l'exécution, l'égouttement précède. Mais l'ameublissement demeure condition essentielle. Il est malheureux, cependant, que le prix des denrées agricoles soit, en certaines périodes, si bas qu'il décourage même les cultivateurs les plus entreprenants. Les exploitations agricoles donnent une trop faible rentabilité comparée à celle des diverses industries.

Reste la fertilisation. C'est aussi un sujet dont il faut s'occuper de près. Des préjugés tenaces contre l'emploi rationnel des engrais chimiques doivent disparaître. Une terre à qui on ne rend pas ce qu'on lui enlève s'appauvrit nécessairement. Enfin, prendre les moyens de conserver l'humus des sols s'impose. L'eau, grand facteur d'érosion chez nous à cause du mauvais égouttement et de la pente prononcée de certaines terres, a tendance à diminuer la couche d'humus, surtout dans les sols légers et sablonneux.

De cet aperçu très bref et fort incomplet, il ressort que l'on a raison de s'inquiéter de voir nos terres en culture s'appauvrir. Ces propos peuvent paraître s'éloigner sensiblement de la colonisation proprement dite, mais ne faut-il pas concéder qu'il serait vain de songer à diriger, au lendemain de la guerre, le surplus de notre population de la campagne vers les terres nouvelles, si l'agriculteur des vieilles paroisses y vit de peine et de misère.

Aussi est-il à propos d'élaborer un programme de conservation et de restauration des sols. Tâche urgente même!

IV. — Travaux préliminaires adéquats

Penser que le contemporain puisse coloniser comme l'homme du XVII^e ou du XVIII^e siècle serait aujourd'hui le comble du ridicule; croire qu'il suffise de donner à un jeune homme ou à un père de famille une tranche de forêt n'importe où et n'importe quand, et lui fournir une hache et une scie pour réussir une entreprise d'une pareille importance, c'est s'illusionner.

Le monde s'est transformé. Il a évolué. La machinerie s'est développée. Elle est l'ami, le serviteur de l'homme; non pas seulement du citadin, mais aussi du rural et surtout du colon qu'elle peut servir d'autant plus et d'autant mieux qu'il est seul. Ces machines lourdes doivent venir en aide aux bâtisseurs de pays, aux artisans de la patrie.

Et cela importera d'autant plus qu'après la guerre, immédiatement après, l'on se lancera dans une grande campagne de colonisation.

L'on ne fondera pas toute une série de paroisses nouvelles en pleine forêt sans exécuter des travaux préliminaires adéquats. Une œuvre de pareille envergure ne s'improvisera pas. Il faut de la préparation.

L'INVENTAIRE DES RESSOURCES DE NOTRE PROVINCE

Mais par où commencer? Il faut le savoir. D'abord il importe de connaître la texture des terrains que les colons devront défricher afin de ne pas les placer dans de telles conditions matérielles qu'ils ne puissent point vivre. Aussi, dans ce dessein, ne conviendrait-il pas que le gouvernement reprenne sans plus tarder l'inventaire des ressources naturelles de la province? On a commencé ce travail. Pendant deux ou trois ans, on lui consacrait un budget assez considérable. Pourquoi l'a-t-on abandonné? Ne vaut-il pas certains travaux de voirie? Est-ce la rareté de techniciens qui en a empêché la continuation? Si oui, il faut en former immédiatement. Et si la guerre les a enlevés à cette besogne, au point où en sont aujourd'hui les hostilités, au moment où l'on parle partout d'après-guerre, de reconstruction, où l'on multiplie les programmes de toutes sortes, il serait grand temps de les remettre au travail. Il n'y a pas un instant à perdre. Autrement, la guerre finira, le chômage s'accroîtra, des milliers de fils de cultivateurs resteront quatre ou cinq ans inactifs et perdront la partie la meilleure de leur vie. Etre prêt à commencer dès le moment opportun, tel devrait être le mot d'ordre.

CHEMINS, PONTS, DRAINAGE, ESSOUCHAGE ET ÉPIERREMENT

Mais déjà il y a de la besogne matérielle à accomplir dans les endroits qui sont ouverts à la colonisation. Il importe d'y diriger notre surplus de main-d'œuvre: chômeurs et démobilisés de guerre.

Inutile, en effet, de songer à coloniser comme au siècle passé. Désormais, il serait vain d'envoyer des familles manger de la mière dans les territoires de défrichement. Il y a des travaux préparatoires qui doivent s'exécuter avant l'arrivée des défricheurs.

En premier lieu, la construction des chemins s'impose. On ne réussira plus à isoler une colonie du reste du monde par dix, quinze ou vingt milles de forêt. Le terrain arpenté, qu'on ouvre des routes carrossables de nature à permettre à la marchandise, aux matériaux, aux machineries d'atteindre la colonie sans que cela coûte les yeux de la tête en frais de transport; qu'on construise des ponts aussi.

Le drainage constitue aussi un facteur fondamental dans l'ouverture d'un pays neuf. Dans la forêt, l'eau coule nonchalamment sur le sol pour gagner une rivière d'un débit plus considérable. Elle s'amasse dans les plaines un peu basses qui se changent en marais à la première pluie assez prolongée. Elle s'infiltré dans la terre qu'elle rend improductive. Creuser les rivières et les ruisseaux est un travail que le colon ne peut entreprendre lui-même. C'est à l'Etat de l'aider, car, lui, peut fournir la main-d'œuvre et l'outillage nécessaires.

Il en va de même de l'essouchage, de l'épierrement. C'est encore une besogne qu'on ne peut laisser à chaque colon pris individuellement. Le gouvernement a innové dans ce domaine. Il doit continuer. Pour accélérer ce travail, ne serait-il pas à propos qu'il octroie une machine par paroisse et les défricheurs s'entendraient pour faire le travail en corvée. C'est une forme de coopération qui conviendrait à ce genre d'ouvrage. A supposer qu'il se fonderait une vingtaine de paroisses par année, le gouvernement pourrait accorder un de ces tracteurs géants par nouvelle paroisse. Ce serait une aide pratique.

ET LES MAISONS ET AUTRES BÂTISSSES

Et il y a un dernier point: il s'agit de la construction de la maison et des dépendances. Cela, dans le passé, a laissé beaucoup à désirer. D'après un recensement du gouvernement obtenu par la *Commission du Retour à la Terre*, le colon qui s'est établi en 1937, en vertu du plan fédéral-provincial, ne pouvait consacrer que \$425 environ à sa maison, à sa grange et à ses autres bâtisses. Même à cette époque, c'était très peu, compte tenu de la proximité de certains matériaux de base comme le bois et le bardeau. Avec ce montant, il était très difficile de bâtir durable; inutile de songer au luxe d'une cheminée de briques ou de pierres; il était encore moins question d'avoir un aqueduc. Au bout de quelques années, tout le travail du logement est nécessairement à recommencer. Chose qui n'est guère encourageante quand on connaît le revenu du cultivateur placé loin des grands centres.

Cette considération nous amène tout naturellement à poser la question: ne serait-il pas à propos de défricher sur chaque lot quelques acres de terre, de les construire modestement mais convenablement et de les revendre ensuite aux colons qui disposeraient d'un peu d'épargne ou encore d'accorder à ceux qui n'en possèdent pas un crédit d'une couple de milliers de dollars avec de grandes facilités de remboursement? Ne serait-ce pas là un excellent moyen d'attirer vers nos régions nouvelles les sujets les plus sérieux? Question à peser et à reconsidérer!

Faisons donc en sorte de n'être point pris au dépourvu!

V. — Pour l'établissement de nouvelles colonies

Notre province est en majeure partie couverte de forêts. C'est notre grande richesse naturelle, celle qui, après l'agriculture, peut faire vivre le plus grand nombre de familles.

Or, sur 84,369 milles carrés de superficie boisée appartenant à l'Etat, 77,375 sont affermés, loués à divers concessionnaires. Ces régions comptent parmi les plus riches en bois de toutes essences, surtout de bois à pâte. De plus, elles se trouvent parmi les plus commodément accessibles, s'étendant en lisières plus ou moins larges au sud et au nord du Saint-Laurent et au delà des pays de colonisation.

Ces concessions rendent particulièrement difficiles l'établissement de colonies mi-agricoles, mi-forestières, étant donné que ce genre d'entreprise demande d'immenses territoires.

QU'EST-CE QUE LA COLONISATION AGRICOLE-FORESTIÈRE ?

Mais, d'abord, qu'est-ce que la colonisation agricole-forestière et pourquoi, après M. Esdras Minville, artisan de cette idée, en parle-t-on de plus en plus chez nous ?

La colonisation agricole-forestière, c'est l'établissement des familles en vue d'assurer leur existence en leur facilitant la mise en valeur du sol arable et l'exploitation rationnelle de la forêt. Les familles qu'on ambitionne de fixer dans ces pays neufs tireraient leur subsistance en partie de la culture, en partie de l'exploitation de la forêt, selon que l'étendue du sol arable serait plus ou moins considérable, et ce sol plus ou moins fertile. Ainsi, dans un district, les habitants pourraient exploiter davantage la richesse du sol; dans un autre, les ressources forestières. Dans certains cas, dans des régions comme la Gaspésie ou sur la Côte Nord, par exemple, les pêcheries pourraient aussi entrer en ligne de compte.

POURQUOI LA COLONISATION AGRICOLE-FORESTIÈRE ?

Mais pourquoi de pareils établissements ?

Les raisons en sont multiples. Trois cependant méritent de retenir notre attention d'une manière particulière.

Premièrement, notre étendue de terre arable et véritablement productive est plutôt restreinte. Au congrès de la colonisation, M. Adhémar Belzile, régisseur de la ferme expérimentale de Normandin, fixait la surface propre à servir à de nouveaux établissements à un peu moins de onze millions d'acres, c'est-à-dire à environ 125,000 lots. Cela ne permettrait sûrement pas de rétablir l'équilibre entre la population rurale et la population urbaine et d'assurer le placement du surplus des prochaines générations.

Deuxièmement, les hivers rigoureux privent nos cultivateurs de travail rémunérateur pendant près de six mois chaque année, ce qui explique la modicité des revenus de la ferme et place les campagnes, malgré tous leurs avantages moraux et physiques, dans l'impossibilité absolue de concurrencer les villes dans l'élévation graduelle du niveau de vie. L'exploitation d'une certaine étendue

de forêt apporterait un peu d'argent à la famille et procurerait du travail pendant les mois d'hiver. Si les revenus additionnels nets se chiffraient seulement à cinq cents dollars, cela vaudrait déjà la peine et nos gens n'envieraient plus les salariés urbains. Cela existe en certains endroits; mais chez la plupart de nos cultivateurs échelonnés le long du fleuve et dans les Cantons de l'Est, ces entreprises sont très peu rémunératrices. Elles consistent souvent dans la vente, à prix de sacrifice, de quelques cordes de bois de chauffage. Les lots boisés ne sont pas assez étendus, et parfois c'est à force de soins qu'ils peuvent fournir le bois de construction et le bois d'œuvre nécessaires aux menus travaux de la ferme.

Troisièmement, l'exploitation forestière telle que nous la connaissons actuellement a répandu à la campagne l'esprit ouvrier, c'est-à-dire le goût du salariat ou de la tâche rémunérée à échéance fixe, ainsi que l'habitude du travail conçu, organisé, dirigé par autrui. Cette ambiance crée un prolétariat rural très considérable et, en conséquence, attirance funeste! dès que la main-d'œuvre se fait un peu rare à la ville voisine, on y voit affluer un grand nombre de ruraux. Remontez la généalogie de nos citadins, ouvriers et autres, et vous trouverez que, dans près des quatre cinquièmes des cas, ils n'habitent la ville que depuis deux générations. Afin d'empêcher cet exode, afin de se débarrasser du prolétariat rural, on projette avec raison de substituer au « chantier » une formule d'exploitation qui laisse à l'ouvrier de la forêt sa part d'initiative et de responsabilité.

Ce genre d'établissement est impraticable dans les circonstances actuelles parce que la majeure partie des régions boisées appartenant à la province sont concédées à des intérêts privés ou affectés par les droits de coupe.

* * *

C'est dans cet esprit que les congressistes de Montréal ont exprimé le vœu de « faire rentrer dans la domaine de la Couronne, au moyen d'échanges, d'achats de gré à gré, d'expropriations, celles de ces terres qui peuvent servir à des établissements individuels ou collectifs, et de ne pas affermer au détriment de la colonisation les territoires qui forment actuellement partie du domaine de la Couronne ».

Cette idée, lancée il y a moins de dix ans, chemine dans l'opinion publique. Elle fraye sa voie en dépit d'obstacles nombreux, d'objections et de préjugés tenaces. C'est le sort de toutes les idées généreuses qui visent au bien général et non à celui des intérêts particuliers.

VI. — L'inventaire des ressources naturelles

C'était un travail amorcé depuis quelques années. La guerre en a malheureusement arrêté temporairement l'exécution. Retard néfaste qu'il a fallu subir en raison des exigences de la guerre, mais qui embarrasse fort aujourd'hui tous ceux qui songent à entreprendre dans notre province une vaste politique d'établissement de notre jeunesse.

En effet, avant de diriger vers telles régions de colonisation, d'exploitation forestière, de pêche ou autres le surplus de notre population urbaine et surtout rurale, il importe de savoir si le fonds est solide, s'il est suffisamment riche et prometteur pour assurer la continuité d'une pareille œuvre. Rien ne sert en effet d'envoyer des milliers et des milliers de familles en ces endroits, si on ne peut assurer la stabilité de leur établissement.

Aussi, « savoir exactement ce que l'on possède en ressources naturelles » constitue un devoir impérieux auquel la société ne saurait se soustraire.

Qui n'est pas intéressé à ce que reprenne ce travail, et le plus tôt possible ?

Le gouvernement, qui, advenant la moindre dépression économique, portera à tort ou à raison le poids des critiques et devra recourir à des moyens de fortune pour empêcher les gens de crever de faim ?

Les travailleurs des villes, qui, l'offre dépassant de beaucoup la demande sur le marché du travail, se verront obligés de subir en maugréant, mais incapables de rien changer à ce fait économique, l'avalissement des salaires à cause de l'encombrement des agglomérations industrielles par l'excédent de la population rurale ?

Les municipalités, qui ne pourront, en raison des circonstances générales, empêcher leurs charges d'assistance et de secours de s'accroître sensiblement et qui s'épuiseront à remplir un tonneau des Danaïdes ?

Les ruraux eux-mêmes, qui auront pour la plupart beaucoup de difficultés à établir leurs enfants, surtout les pères de familles nombreuses dont les fils et les filles se trouveront dans l'alternative de demeurer à la maison, pour la plupart au détriment de leur bonheur et de l'apport de travail et de services qu'ils pourraient fournir à la nation en constituant des foyers neufs, ou de se fixer dans des villes déjà surpeuplées où l'on a toutes les peines du monde à régler les problèmes d'hygiène, de logement et d'organisation du travail ?

De plus, la guerre s'achemine vers son dénouement. Dans quelques mois peut-être, nous serons aux prises avec le problème de la démobilisation militaire et industrielle. Ici à Québec, on parle de plus en plus de la fermeture prochaine d'un chantier maritime. Il semble que nous aurons beaucoup de chômeurs dans nos villes cet hiver. Un peu partout, tout en caressant le désir d'améliorer et de moderniser les industries, on commence à songer au retour à des conditions plus normales de production. Ce sont là des indices qui permettent de redouter une crise quelconque.

Bien des projets sont suggérés pour empêcher un passage trop brusque de l'économie de guerre à l'économie de paix. Mais ces projets, qui dépendent à la fois du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des municipalités, exigent une action d'ensemble. Or, l'entente est difficile, les problèmes constitutionnels foisonnent, la synchronisation est une grosse entreprise. Ceci

est vrai des allocations familiales, des programmes de logement et de travaux publics, qui aideraient, dans l'ordre économique, à mieux répartir les revenus.

Mais l'inventaire de nos ressources naturelles est un problème presque exclusivement provincial. Il ne pose pas de telles difficultés. Il suffira de lui consacrer un budget suffisant et d'y employer le plus de techniciens possible.

Il importe en premier ressort de classer les sols avant l'établissement des colons dans les pays neufs et d'étudier les moyens propres à augmenter la densité de la population dans les districts déjà organisés avant d'envoyer nos gens défricher les régions qui offrent moins de possibilités.

C'est une tâche qui s'impose immédiatement, si nous ne voulons pas être pris au dépourvu. Gouvernement, corps professionnels et individus ne peuvent lui rester indifférents.

VII. — Permanence de l'œuvre colonisatrice

Nous connaissons l'histoire de la colonisation dans notre pays et dans notre province. Quand nos ancêtres s'établirent ici, ils avaient à cœur de s'emparer du sol, d'en devenir les maîtres et de l'utiliser à la mode chrétienne pour qu'il permette aux familles de s'épanouir et aux foyers de se multiplier.

On sait quelles vicissitudes l'histoire nous réservait. Un jour vint où il fallut lutter pour demeurer français et catholiques, non pas contre des ennemis extérieurs, mais contre des adversaires qui avaient pénétré dans la place et nous y faisaient la vie dure. Tout notre temps se passait alors à parer les coups. Point n'était question de se bomber le torse et de chercher à prendre un peu plus d'espace, à respirer plus d'air, à regarder vers des horizons lointains.

Quand ce moment vint, peu initiés à cette nouvelle manifestation de la vie, nous ne la comprimes pas. Et ce fut l'hémorragie. Saignée qui nous a terriblement affaiblis et qui nous vaut aujourd'hui d'être moins de trente pour cent là où nous devrions compter au moins cinquante pour cent de la population.

On y pensa enfin; mais trop tard. Nos paroisses s'étaient vidées; notre jeunesse, des familles entières, incapables de trouver un gagne-pain dans un pays encore vierge, avaient passé la frontière et s'étaient installées en Nouvelle-Angleterre où l'industrie connaissait un développement phénoménal. Nos hommes et nos femmes étaient robustes; ils ne craignaient pas le travail dur; habitués à une vie frugale, ils n'étaient pas exigeants. On les recevait là-bas à bras ouverts, même si les salariés d'origine américaine, jaloux des places qu'ils leur enlevaient, les traitaient dédaigneusement de « Chinois du Nord ».

A un moment donné, on comprit avec raison que si la blessure ne cessait de saigner, ce serait bientôt la mort, la dispersion dans le *melting pot*. Les grands éveilleurs d'alors, le P. Lacombe, le P. Bourassa, et un peu plus tard le curé Labelle et le curé Hébert, gagnèrent leur point. L'espoir reprit. Mais la blessure ne se cic-

trisa pas complètement. Nous avons à notre crédit la conquête pacifique du Lac-Saint-Jean, du nord de Montréal, des Cantons de l'Est, de quelques îlots dans l'Ouest.

Un autre danger apparaissait. Le développement industriel montait vers le nord. Au commencement du siècle, il ne fut plus question de colonisation. Nos familles de la campagne émigraient dans les villes. Montréal voyait sa population se quintupler en un demi-siècle. Renversement complet. De presque exclusivement rurale qu'elle était en 1871, notre population devenait aux trois quarts urbaine.

Et, pendant ce temps, des immigrants d'Europe centrale, Allemands, Tchèques, Ukrainiens, venaient conquérir nos plaines de l'Ouest et y fonder les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta. Il y eut bien les vaillants pionniers de l'Ontario qui consolidèrent leurs positions. Dans l'ensemble, toutefois, notre peuple et ses gouvernants ne juraient que par l'industrie.

La crise économique de 1929 nous ramena à des sentiments plus réalistes. On commençait à s'apercevoir qu'il y avait une limite à la prolétarianisation d'un peuple et au développement industriel d'un pays. C'était la saturation.

Une nouvelle ère de colonisation s'ouvrit. Résultat: investissement, en moins de dix ans, de l'Abitibi, de la vallée de la Mata-pédia, prise de possession d'un bon nombre de régions moins importantes. Mais le travail est difficile. La concession de nos terrains boisés aux compagnies d'exploitation forestière empêche les entreprises d'envergure. La vie facile de la période d'après-guerre a rendu nos hommes et nos femmes moins tenaces aux âpres besognes: l'indifférence et l'inertie des gens en place vis-à-vis des colons ne sont guère de nature à encourager ceux qui ont tenté la suprême aventure d'agrandir la patrie.

Aussi le conflit actuel a-t-il tôt fait de laisser retomber à plat les promesses d'avenir. On ne songe plus à ce que sera demain quand les emplois nés de la guerre auront cessé. Faisons la fête.

Et voici ce qu'est la colonisation chez nous: des mouvements spasmodiques qui coïncident avec les années de crise. Ce genre de colonisation est dispendieux. On y recourt quand on a épuisé tous les autres moyens d'aider un peuple tombé dans l'indigence et aux prises avec le chômage démoralisateur. C'est un palliatif ressemblant à beaucoup d'autres. Point n'est nécessaire de se surprendre alors s'il est insuffisant. A combien de générosité ne doit-on pas les victoires obtenues et les positions capturées? Pour parer à des maux aigus, on agit sans ordre, au petit bonheur. Et trop de Canadiens français ne voient dans la colonisation qu'un pis-aller, une façon de détourner l'attention d'esprits inquiets et prédisposés, dans leur misère, à commettre des excès.

Comprenant que la colonisation, pour donner tous les résultats qu'il convient d'en attendre, doit être une entreprise suivie, les délégués au congrès de la colonisation, en avril dernier, ont décidé qu'il importait avant tout d'assurer cette permanence. A cette fin, ils ont demandé au gouvernement de voter une loi qui assu-

erait « la dépense d'une somme suffisante pour la réalisation d'un programme de colonisation s'étendant sur une période d'au moins dix ans ». Ils préconisent aussi la création d'« une commission autonome d'établissement rural », qui, sous l'autorité du ministère de la Colonisation, poursuivrait cette œuvre nationale et suggérerait les modes d'établissement aussi différents que le genre de ressources naturelles à utiliser.

Cette commission permettrait sans doute à nos fonctionnaires du ministère de la Colonisation, fort bien disposés et désireux de travailler avec constance à l'établissement de nos jeunes, d'accomplir une tâche encore plus utile.

L'histoire nous apprend où se logeait la faiblesse de nos mouvements de colonisation dans le passé: leurs fluctuations avec les périodes de progrès et de crise. Alors, ne répétons pas les mêmes erreurs, sachons profiter de la leçon, afin que nous n'ayons pas la douleur de voir encore les fils d'un pays riche et vaste obligés de chercher une pitance à l'étranger ou de ne se contenter ici que des rôles de valets tandis que les étrangers s'y installent confortablement et en maîtres.

VIII. — Dernier mot

Depuis le congrès de la colonisation qui s'est tenu à Montréal en avril dernier, nous avons fait écho à chacun des vœux exprimés à la fin de ces délibérations par les délégués venus de plusieurs centres de la province et même de l'extérieur.

Dans ces quelques articles écrits au milieu du brouhaha quotidien d'une vie de journaliste, entre deux coups de téléphone et une course aux ateliers, nous espérons avoir démontré que la colonisation, envisagée dans son sens le plus large, c'est-à-dire en tant qu'œuvre d'établissement, est une entreprise nationale au premier chef, une entreprise qui doit intéresser tout le monde, primer les autres, et qu'il importe de lui consacrer les meilleures de nos énergies.

Il reste à conclure: une suggestion et une citation de nature à porter les esprits sérieux à la réflexion.

Une suggestion. C'est mal s'exprimer peut-être. Car on a déjà tenté avec succès cette initiative. Il s'agirait plutôt de la généraliser.

Quand on fonde une colonie, où que ce soit, pourquoi une vieille paroisse, de longtemps organisée, ne deviendrait-elle pas la patronne, la protectrice de la « terre qui naît » ?

Quand le défrichement de certains cantons de l'Abitibi a commencé, il y a dix ans, à Sainte-Anne-de-Roquemaure entre autres, où les pionniers venaient de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de Saint-Onésime, de Sainte-Louise, de Saint-Damase et de quelques autres localités environnantes, on n'a pas procédé autrement. Ce fut la même chose quand il s'est agi de la colonisation du nord de l'Ontario.

Cette méthode a beaucoup aidé les premiers défricheurs. Grâce à elle, ils ont pu garder contact avec leurs parents, leurs amis, leurs connaissances du pays natal. Ils ont reçu d'eux appui et encouragement. L'isolement leur fut moins cruel. Des liens se sont créés et des idylles se sont ébauchées. Et il est arrivé souvent que

des habitants des vieilles paroisses s'en sont allés les retrouver là-bas pour compléter leur œuvre. Transplantation magnifique de tout un peuple, avec ses coutumes, ses goûts, ses caractéristiques.

N'y aurait-il pas moyen d'étendre cette heureuse et probante méthode, de l'insérer dans un vaste mouvement de colonisation? Quelle est la grande localité agricole ou la petite cité industrielle de chez nous qui ne peut donner naissance à une paroisse de colonisation, lui fournir des recrues, l'aider, la supporter, en être la marraine sur les fonts baptismaux de la nation?

* * *

Les groupements comme les individus doivent profiter des expériences du passé; succès ou revers, peu importe. En terminant ces articles, nous croyons utile de vous mettre sous les yeux une lettre du P. Bourassa. Elle date d'un siècle, du 15 avril 1847. Voici ce qu'il disait:

« ... Ce qu'il y aurait à faire de mieux pour notre peuple serait... d'organiser un plan régulier d'émigration. Il faudrait former une société capable d'acheter de ces vastes lots de bonnes terres, qui sont encore incultes, pour les céder à des prix aussi modiques que possible à cette multitude de jeunes gens qui ne peuvent trouver de place ni d'emploi dans nos paroisses. En quittant le toit paternel, ils partiraient avec une troupe nombreuse de frères et d'amis, ou bien ils iraient rejoindre ceux qui les ont déjà devancés. Là, la chapelle avec son humble clocher et sa croix si éloquente au cœur du malheureux adoucirait les rigueurs de l'exil. Un prêtre accompagnerait la petite colonie, et les enfants ne seraient plus séparés de leur père...

« Oh! si nos hommes éminents par leur fortune, leur talent, leur influence, et surtout par leur amour pour leur pays, voulaient un peu s'occuper de ce projet, le mettre à exécution, que de bien ne feraient-ils pas! Eh! si on veut que le Canada reste aux Canadiens, il est temps d'y songer. Car, tandis que tous les ans une multitude d'étrangers viennent s'établir dans nos plus riches cantons, le pays perd la fleur de sa jeunesse qui s'épuise dans les chantiers ou va chercher fortune aux Etats-Unis¹. »

Il y a cent ans de cela. Et pour qui jette un coup d'œil pardessus les années, il y a lieu d'être pessimiste. Car, depuis, « les étrangers » sont venus nombreux et se sont installés; les nôtres ont continué de passer outre-frontière jusqu'à ce que le voisin leur fermât les portes au nez; ils s'entassaient encore dans les villes, ils montent toujours au chantier.

En l'adaptant à notre époque, en tenant compte des possibilités qui restent et de la manière d'en user, le projet du P. Bourassa reste d'actualité. C'est lui qu'il faut réaliser.

Répétera-t-on deux fois la même erreur? Retombera-t-on sans cesse dans la même faute? Manquera-t-on toujours de contrition? Non: les nations averties comme les hommes avertis doivent en valoir deux.

André ROY.

1. *Histoire de la Province de Québec*, par Robert Rumilly, tome 1^{er}.

Plan de causerie sur la colonisation

I. — IMPORTANCE DE LA COLONISATION

La colonisation est une question de vie ou de mort pour le peuple canadien-français. Il ne pourra progresser suivant son rythme normal et essentiel que si chaque année les jeunes qui entrent dans la vie trouvent les moyens faciles de s'établir et de fonder une famille.

La plupart ne le peuvent actuellement ni à la campagne, ni dans les villes. De nouveaux espaces vastes et fertiles leur sont nécessaires. Notre pays les possède. Il faut les rendre accessibles et productifs.

Sinon, notre peuple, parqué dans les grands centres urbains, étouffera. Il augmentera peu en nombre. Il sera noyé par l'immigration étrangère. Ce sera la mort.

II. — LA POLITIQUE QUI S'IMPOSE

La colonisation doit donc devenir une entreprise nationale, et par conséquent intéresser tout le monde. Chacun doit s'efforcer de faire sa part, soit en devenant lui-même colon, si les circonstances s'y prêtent, soit en aidant le mouvement suivant les directives données.

Mais il est clair que la tâche principale revient à l'État. C'est lui qui possède l'autorité et l'argent nécessaires pour mener à bien cette œuvre importante.

Nous devons donc attendre de lui une politique de colonisation vigoureuse et rationnelle. Trop longtemps cette politique a été faible et sans plan. Elle ne donnera des résultats que si elle est intense et coordonnée. Voici les principaux points de cette nouvelle politique telle qu'elle a été dressée par des experts au congrès de la colonisation, à Montréal, en 1944:

1° Adoption d'un plan bien ordonné s'étendant sur une période d'au moins dix ans et dont la préparation et l'exécution seraient confiées à une commission autonome d'établissement rural, composée d'hommes avertis et relevant du ministre de la Colonisation;

2° Commencement immédiat de travaux préparatoires dans les régions de colonisation comme drainage et défrichement des terres, construction de chemins de front et de routes, etc.;

3° Inventaire détaillé des ressources naturelles de notre province afin d'arriver à déterminer les modes d'utilisation possible de ces ressources.

III. — LE DEVOIR DE CHACUN

Cette politique, qui coûtera cher mais nous sauvera, le gouvernement nous la donnera si nous le voulons. Le ministre de la Colonisation l'a dit clairement à Québec le 25 septembre dernier.

C'est d'ailleurs la loi dans les démocraties. Toute entreprise d'envergure, coûteuse, doit être demandée ou au moins approuvée par le peuple.

Il faut donc que l'opinion publique fasse savoir à nos gouvernants provinciaux qu'elle favorise, qu'elle veut une politique de colonisation intense et rationnelle, d'après le plan indiqué plus haut.

Individus, associations, corps publics doivent tous travailler dans ce sens. Pression sur les députés, démarches auprès du gouvernement. Mais comme l'union fait la force, il faut coordonner ces efforts, les grouper autour du comité diocésain de l'Aide à la Colonisation.

BIBLIOGRAPHIE

- NOS ÉVÊQUES. — *Le Problème rural*, E. S. P., n° 288, 1938, 32 pages.
BERGERON (J.). — *L'Agriculture et l'Eglise*, 1943, 208 pages.
DUGRÉ (Al.). — *Vers les terres neuves*, E. S. P., nos 62-64, 1917, 72 pages.
DUGRÉ (Al.). — *La Terre qui naît*, Œuvre des Tracts, n° 303, 1944, 16 pages.
MINVILLE (E.) (en collaboration). — *L'Agriculture*, Collection « Etudes sur notre milieu », Fides, 1943, 555 pages.
Pour la colonisation, compte rendu du Congrès de la Colonisation de 1932, E. S. P., n° 219, 1932, 32 pages.
Congrès de la Colonisation, E. S. P., 1944, 158 pages.
Le Problème de la Terre, Semaines Sociales du Canada, Rimouski, 1933, 349 pages.

L'Aide à la Colonisation

Présidents d'honneur : S. Em. le cardinal Villeneuve, O. M. I., S. Exc. Mgr Charbonneau, S. Exc. Mgr Vachon, S. Exc. Mgr Cabana, S. Exc. Mgr Robichaud, le sénateur Thomas Chapais, le sénateur Eugène Paquet, le sénateur Pamphile du Tremblay.

Vice-présidents d'honneur : S. Exc. Mgr Courchesne, S. Exc. Mgr Desmarais, S. Exc. Mgr Albini Leblanc, M. le chanoine Groulx, M. Antonio Perrault, M. J.-E. Ouellet, C. L., M. l'abbé Félix-Antoine Savard, Mme Alfred Thibaudeau.

Président : M. Roger Duhamel, président de la Société Saint-Baptiste de Montréal.

Vice-présidents : Mgr Boulet, président de la Fédération des Sociétés diocésaines de Colonisation; M. Hector Authier, M. P., ancien ministre de la Colonisation; M. Ernest Laforce, ancien sous-ministre de la Colonisation; M. Louis Charbonneau, président de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario; M. Henri Boisvert, trésorier du Comité de la Survivance française en Amérique; M. Calixte Savoie, secrétaire de la Société nationale des

Acadiens; M. Adolphe Robert, président de l'Association Canado-Américaine (Woonsocket).

Secrétaire : M. C.-E. Couture, agent général de colonisation aux Chemins de Fer Nationaux, 355, rue McGill, Montréal.

Assistant-secrétaire : M. Louis-Philippe Poulin, directeur de la *Terre de chez nous*, 515, avenue Viger, Montréal.

Trésorier : M. Gérard Filion, secrétaire général de l'Union catholique des Cultivateurs (U. C. C.).

Directeurs : M. Nolasque April, directeur de l'Ecole d'Agriculture de Sainte-Martine; R. P. Archambault, S. J., directeur de l'Ecole Sociale Populaire, Montréal; M. Samuel Audette, vice-président de l'U. C. C., Amos; Mgr Maurice Baudoux, curé de Prud'homme (Sask.); M. V.-E. Beaupré, ancien président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal; M. Adhémar Belzile, régisseur de la Ferme expérimentale de Normandin (Lac-Saint-Jean); R. P. Alfred Bouchard, O. M. I., du vicariat apostolique de Grouard; M. l'abbé J.-B. Caron, missionnaire colonisateur, Rimouski; M. Alfred Charpentier, président général de la Confédération des Travailleurs catholiques; M. l'abbé Henri Cloutier, desservant de Bertrand (Abitibi); M. l'abbé Emile Couture, curé de Taschereau (Abitibi); R. P. Alexandre Dugré, S. J., assistant-directeur du *Messageur Canadien*, Montréal; M. Ludger Faguy, député d'Etat des Chevaliers de Colomb, Québec; M. Fernand de Hærne, président de l'Association professionnelle catholique des Voyageurs de Commerce; M. Charles Gagné, président de la Corporation des agronomes; M. l'abbé Charles Guitté, directeur de l'Action catholique, Gaspé; Mme Gaudet-Smet, directrice de *Paysana*; M. Paul Gouin, ancien député de l'Assomption; M. J.-E. Legault, surintendant de la colonisation au Pacifique Canadien; M. Léandre Le Gresley, rédacteur en chef de *l'Évangéline*, Moncton; M. Camille L'Heureux, rédacteur au *Droit*, Ottawa; M. le chanoine Malouin, missionnaire colonisateur, Sherbrooke; M. J.-Abel Marion, président de l'Union catholique des Cultivateurs; M. Clément Marchand, rédacteur au *Bien Public*, Les Trois-Rivières; M. l'abbé Rosemonde Masson, missionnaire colonisateur, Les Trois-Rivières; M. Esdras Minville, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales; Mme Mondor-Chaput, présidente de l'Initiative Artisanale, Montréal; M. William Montcalm, agronome, Cochrane; M. l'abbé Z. Moreau, curé de Guigues (Témiscamingue); M. Julien Morissette, directeur de la *Frontière*, Rouyn; M. l'abbé Ferdinand Mousseau, missionnaire-colonisateur, Joliette; M. l'abbé Guy Racicot, aumônier diocésain de la J. A. C. (Montréal); M. Gabriel Renaud, de la Chambre de Commerce des Jeunes (Montréal); M. Louis Robillard, rédacteur au *Devoir*; M. André Roy, rédacteur à *l'Action catholique*; M. l'abbé Adélarde Roy, missionnaire-colonisateur, Mont-Laurier; M. l'abbé Georges Pinard, missionnaire-colonisateur, Nicolet; M. l'abbé J.-R. Poitevin, missionnaire-colonisateur, Saint-Hyacinthe; M. Guy Vanier, professeur à l'Université de Montréal, conseiller municipal; M. Gaston Vincent, de l'Association d'Education d'Ontario, Ottawa.

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

176. *La Mission sociale de l'hygiène.*
Dr J.-A. Baudouin
177. *Les Associations ouvrières au Canada.* E. S. P.
178. *Rotary et Maçonnerie.* E. S. P.
179. *L'Indissolubilité du mariage.*
R. P. E. Jombart, S. J.
180. *Le Tourisme source de richesses.*
Eugène L'Heureux
181. *La Vaccination antituberculeuse.*
Dr J.-C. Bourgoin
182. *L'Utilisation des sous-produits de la pêche.*
Joseph Risi
- 183-184. *La Paroisse au Canada français.*
R. P. Adélar Dugré, S. J.
185. *L'Eglise, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique.*
Abbé J.-Ad. Sabourin et R. P. Schelpe, S. J.
186. *L'Industrie chimique et le Canada.*
R. P. Pierre Fontanel, S. J.
187. *Le Travail des jeunes filles.*
Mme W. Raymond
188. *Les Communautés religieuses et la Cité.*
Juge C.-E. Dorion
189. *Les Œuvres dans la Cité.*
R. P. Bonhomme, O. M. I.
190. *Le Syndicalisme catholique canadien.* E. S. P.
191. *La Semaine sociale de Chicoutimi.*
Wilfrid Guérin
192. *L'Eglise et la question syndicale.*
PP. Arendt et Muller, S. J.
193. *Nos Orphelins.* Sœur Allaire, etc.
- 194-195. *Encyclique sur l'éducation de la jeunesse.*
S. S. Pie XI
196. *L'Enseignement religieux.* S. G. Mgr Ross
197. *La Semaine du dimanche.* XXX
199. *La Préférence aux Syndicats catholiques.* XXX
200. *Pour le bon journal.*
Abbé A. Robert et O. Héroux
201. *Le Sens catholique.*
E. Mercier et G. Ladouceur
- 204-205. *Instruction ou Education.* Esdras Minville
206. *En Russie soviétique.* E. S. P.
- 207-208. *Manuel antibolchévique.* E. S. P.
209. *La Participation des laïques à l'apostolat.*
Antonio Perrault
- 210-211. *L'Encyclique « Quadragesimo anno ».*
S. S. Pie XI
212. *Le Mariage chrétien.* R. P. Adélar Dugré, S. J.
- 214-215. *L'Etat et le mariage.* Juge C.-E. Dorion
216. *L'Activité sociale des prêtres de Belgique.*
R. P. Albert Muller, S. J.
- 217-218. *Cahier anticomuniste.* E. S. P.
219. *Pour la colonisation.* E. S. P.
220. *Le Rêve communiste.*
R. P. Thomas-M. Lamarche, O. P.
221. *Pour la Paix.* E. S. P.
225. *La Profession agricole.*
Abbé Georges-M. Bilodeau
226. *Les Opérations de Bourse et leur moralité.*
R. P. Bournival, S. J.
227. *Le Retour de la mère au foyer.*
Rde Sr Gérin-Lajoie
228. *La Place des enfants n'est pas au cinéma.*
E. S. P.
230. *L'Action catholique et l'Épargne populaire.*
E. Poirier et W. Guérin
- 232-233. *Pour la Restauration sociale au Canada.*
E. S. P.
237. *L'Agriculture, base économique d'une nation.*
Abbé Edouard Beaudoin
238. *L'Œuvre de la Colonisation.* Esdras Minville
241. *L'Encyclique « Quadragesimo anno ».*
Abbé Philippe Perrier
242. *La Doctrine sociale de l'Eglise et la C. C. F.*
Mgr Georges Gauthier
- 243-244-245. *Le Mouillage du capital.*
Adrien Gratton
- 251-252. *Journées anticomunistes — I.* E. S. P.
253. *Journées anticomunistes — II.* E. S. P.
- 254-255. *La Menace communiste au Canada.*
R. P. Archambault, S. J.
257. *Le Chômage de la jeunesse.* E. S. P.
- 258-259. *Déclaration — Thèses — Statuts.*
Ligue de la Classocratie
261. *L'Apôtre laïque.* R. P. Th. Pital, C. S. S. R.
262. *Le Komintern.* Entente Internationale
263. *L'Encyclique « Immortale Dei ».*
S. S. Léon XIII
264. *Allocations familiales.* Claire Hoffner
265. *Les Relations avec Moscou.* E. S. P.
266. *La Crise libératrice.* R. P. Albert Muller, S. J.
267. *Le Syndicalisme catholique au Canada.*
R. P. Archambault, S. J.
- 269-270. *Les vingt-cinq ans de l'E. S. P.*
En collaboration
272. *Comment établir l'organisation corporative au Canada.*
Esdras Minville
273. *L'Orientation professionnelle.*
Abbé Irénée Lusier
- 274-275. *Pour la Christ-Roi et contre le communisme.* E. S. P.
276. *Les Exercices spirituels.*
R. P. Archambault, S. J.
277. *Petit Catéchisme anticomuniste.*
P. Richard Arès, S. J.
278. *La Vérité sur l'Espagne.*
Cardinal Isidro Goma Tomas
279. *L'Action catholique spécialisée.*
R. P. Adrien Malo, C. M.
- 280-281. *Encycliques « Divini Redemptoris » et « Mit brennender Sorge ».* S. S. Pie XI
282. *La Formation sociale dans nos collèges classiques.* Abbé Damien Robert
283. *Le Vendredi saint de l'Eglise d'Espagne.*
Secrétariat des C. M.
284. *La Coopération économique.*
Abbé L. Beauregard et Jean-B. Cloutier
285. *Le Syndicalisme national catholique.* E. S. P.
286. *La Malfaisance du capitalisme actuel.*
Abbé Georges Côté
287. *L'Action catholique au Canada.*
R. P. Archambault, S. J.
288. *Le Problème rural.* Nos Evêques
- 289-290. *Catéchisme de l'organisation corporative.*
P. Richard Arès, S. J.

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

291. *Encyclique « Libertas praestantissimum »*. S. S. Léon XIII
292. *Jeunesse et politique*. Jean Filion
293. *Pour que vive notre français*. P. Gabriel La Rue, S. J.
294. *L'Action catholique et les religieuses*. R. P. Archambault, S. J.
295. *Petit Catechisme d'éducation syndicale*. P. Richard Arès, S. J.
296. *L'Industrie dans l'économie du Canada français*. Olivar Asselin
297. *Pour un ordre nouveau*. Mgr Desranleau et le Cardinal Villeneuve
298. *Mentalité communiste*. Mgr J. T. McNicholas
299. *Lettre pastorale collective sur la tempérence*. Nos Evêques
300. *La Nationalisation des entreprises*. Mgr Wilfrid Lebon
303. *Une enquête sur le communisme à Québec*. Edouard Laurent
304. *Un pays qui a ruralisé son enseignement primaire*. François-Xavier Boudreau
305. *L'Eglise et les grands problèmes de l'heure présente*. S. Exc. Mgr Carton de Wiart
306. *La Corporation professionnelle*. Maxim. Caron
307. *La Législation anticomuniste dans le monde*. E. S. P.
308. *La Paix*. S. S. Pie XII
309. *L'Espagne au sortir de la guerre*. R. P. Joseph Ledit, S. J.
310. *Lettre encyclique « Summi Pontificatus »*. S. S. Pie XII
311. *Tempérence*. Dr Jean-Charles Miller
312. *Vers un ordre nouveau par l'organisation corporative*. F.-A. Angers, L.-M. Gouin, E. Gibeau, M. Caron, R. Arès, S. J.
313. *La Canalisation du Saint-Laurent*. Paul-Henri Guimont
314. *Notre relèvement économique*. R. P. Archambault, S. J.
315. *L'Eglise et l'ordre social*. Evêque américain
316. *Notre dimanche chrétien*. S. Exc. Mgr Anastase Forget
317. *Le Samaritanisme moderne ou Service social*. R. P. Emile Bouvier, S. J.
318. *Radicalisme moderne*. R. P. Joseph Ledit, S. J.
- 319-320. *La Jeunesse et l'Action catholique*. R. P. Archambault, S. J.
321. *Le Racisme*. R. P. Arthur Caron, O. M. I.
322. *Les Jésuites*. Jean Guiraud
323. *L'Education nationale*. Abbé P.-Em. Gosselin
324. *Les Religieux et l'Action catholique*. R. P. Archambault, S. J.
325. *La Reconstruction de la France*. E. S. P.
326. *La Communauté des saints. (Allocutions et lettres — I)*. S. S. Pie XII
327. *La Situation démographique de la France*. Georges Pernot
328. *La Restauration sociale*. Nos Evêques
329. *Les Bases d'une paix juste. (Allocutions et lettres — II)*. S. S. Pie XII
330. *Causeries sur les encycliques*. E. S. P.
331. *L'Esprit de l'Action catholique d'après Pie XII*. R. P. Archambault, S. J.
332. *Par delà les guerres*. R. P. Joseph Ledit, S. J.
333. *La Restauration de la famille française*. E. S. P.
334. *La Société contemporaine*. Abbé A. Roux
335. *L'Ordre nouveau. (Allocutions et lettres — III)*. S. S. Pie XII
336. *L'Action catholique et la politique*. Léo Pelland, C. R.
337. *La Franc-Maçonnerie*. S. S. Léon XIII
338. *Charte du Travail*. E. S. P.
339. *L'Assistance à l'Enfant sans Soutien (Trois-Rivières)*. Abbé Charles-Edouard Bourgeois
340. *Sur l'attitude de Pie XII. (Lettre pastorale collective et mandement)*. Nos Evêques
341. *Providence divine. (Allocutions et lettres — IV)*. S. S. Pie XII
342. *Le Travail féminin et la guerre*. E. S. P.
343. *Qu'est-ce qu'un catholique pratiquant ?*. S. Exc. Mgr Courchesne
344. *Jubilé épiscopal. (Allocutions et lettres — V)*. S. S. Pie XII
345. *Le Droit de Suffrage*. Georges Pelletier
346. *L'Expérience communiste sociale en Russie*. B. S.
347. *L'Organisation corporative au service de la démocratie*. Maximilien Caron
348. *Les Bienfaits du mariage. (Allocutions et lettres — VI)*. S. S. Pie XII
349. *Les Associations neutres*. Mgr Desranleau
350. *Petit Guide moral du législateur*. P. Richard Arès, S. J.
351. *Le Problème des jeunes qui ne fréquentent plus l'école*. J. O. C.
352. *Le plus grand péril*. R. P. Archambault, S. J.
353. *Ce Secrétariat permanent d'Education*. R. F. Léopold, C. S. C., M. A.
354. *Message de Noël 1942. (Allocutions et lettres — VII)*. S. S. Pie XII
355. *L'Organisation corporative portugaise*. Oliveira Salazar
356. *Les Sources de l'Action catholique*. R. P. Archambault, S. J.
357. *Le Rôle du gérant municipal*. G.-E. Marquis
358. *L'Épargne*. J.-M. Leduc, N. P., A. Rioux
359. *Soucis de l'Eglise. (Allocutions et lettres — VIII)*. S. S. Pie XII
- 360-361. *Pour un Ordre meilleur*. R. P. Archambault, S. J.
362. *Les Allocutions familiales au Canada*. Mlle D. H. Stepler
363. *Message au monde entier. (Allocutions et lettres — IX)*. S. S. Pie XII
364. *Qui réorganiserait l'Europe ?* Théodore Aubert
365. *L'Eglise et le nationalisme*. P. Richard Arès, S. J.
366. *Tout un peuple se dresse...*. E. S. P.
367. *Catechisme du Côtisme*. R. P. Bonaventure Péloquin, O. F. M.
368. *Ecoles « nationales »*. R. P. L. C. de Léry, S. J.
369. *L'Aide à la Colonisation*. En collaboration

N. B. — Les numéros omis sont épuisés

L'École Sociale Populaire laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses écrits.